

OCTOBRE 2010

L'OTAN : DE LA DÉFENSIVE À L'OFFENSIVE

JACQUES LE DAUPHIN

Directeur de l'Institut de documentation et de recherche sur la paix, collaborateur de la revue *Recherches Internationales*

Que penser du nouveau concept stratégique de l'OTAN, adopté lors de son Sommet à Lisbonne les 19 et 20 novembre 2010 ?

Depuis la fin de la guerre froide l'OTAN est à la recherche d'une identité crédible. Après vingt ans de vaines recherches l'objectif serait-il atteint avec le sommet de Lisbonne ? Oui, répond Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'Organisation, n'hésitant pas à qualifier ce sommet d'historique « l'un des plus importants de l'histoire de l'OTAN » précise-t-il, et de déclarer « une nouvelle organisation est fondée ». L'idée de réinventer l'Organisation n'est pas inédite, mais s'est heurtée, sommet après sommet, à de multiples contradictions. Ces dernières auraient-elles disparues ? C'est loin d'être évident car ces contradictions, internes et externes, tiennent à l'existence même de l'OTAN dans le monde d'aujourd'hui. Au plan international elle est perçue comme une structure, qui dans une orientation dite sécuritaire, sert à légitimer la militarisation de la politique étrangère des Etats-Unis, comme une Organisation qui tend à s'octroyer un statut qui appartient à l'ONU, considérée par elle comme un simple partenaire. Au sein des 28 membres, des pays renâclent, plus ou moins ouvertement, à suivre une telle orientation. Le nouveau concept stratégique adopté confirme bien que l'objectif du Sommet de Lisbonne était d'instrumentaliser toujours plus l'OTAN. L'orientation est de mettre en place un dispositif politico-militaire offensif ayant vocation à intervenir partout en tant que bras armé des intérêts occidentaux. C'est la porte ouverte à des opérations hors zone initiale et à une multiplicité des missions. Une telle conception de la sécurité suscite réserves de plusieurs Etats membres, car elle s'éloigne graduellement de la conception originelle de l'Organisation. C'est pourquoi sans doute que le concept stratégique rappelle brièvement le concept de « défense collective » à la base duquel l'OTAN s'était initialement constituée. Mais le texte aborde très vite une orientation offensive, que traduit le titre même du document « engagement actif pour une défense moderne ». Loin de l'idée parfois exprimée d'un possible désintéressement des États-Unis vis-à-vis de l'OTAN, le poids qu'ils ont exercé et la présence active du président Obama à Lisbonne ont largement contribué aux nouvelles orientations.

Ainsi le concept stratégique met l'accent sur « la gestion des crises », pour laquelle, indique-t-il, l'OTAN dispose d'un éventail unique et puissant de capacités politiques et militaires. A ce sujet les approches sont diverses au sein

de l'OTAN, au point que le secrétaire américain à la défense, Robert Gates, ait exprimé la crainte de voir l'OTAN devenir une alliance à « deux vitesses ». Le texte du concept, sorte de compromis sur de grands principes, ne saurait éluder, au sein des partenaires, des approches différentes sur la nature de l'OTAN, sa relation avec l'Union européenne, avec l'ONU, sur le bouclier antimissile, sur les rapports avec la Russie, et bien entendu sur la guerre menée en Afghanistan.

La guerre en Afghanistan

Comme c'était prévisible la guerre menée en Afghanistan a tenu une large place lors du sommet. En effet l'OTAN joue dans cette guerre une grande partie de sa crédibilité. Cette guerre s'est engagée en 2003 et présentement la coalition qui l'anime compte 150 000 soldats, aux deux tiers Américains. Jamais l'OTAN n'a mené une intervention armée aussi importante, aussi longue et aussi loin de ses bases traditionnelles. Elle est devenue un véritable bourbier dans lequel victimes militaires mais aussi civiles s'accumulent. Se pose impérativement la question d'une issue politique rapide au conflit. Les États-Unis, qui impulsent l'intervention militaire depuis l'origine, ont évoqué un processus de retrait des forces combattantes avec transfert aux forces afghanes. Mais ce processus ne cesse de glisser dans le temps et l'engagement militaire se poursuit. Plusieurs États, pressé par des opinions publiques défavorables à cet engagement, ont annoncé un calendrier rapide de retraits de leurs troupes. Bien que l'opinion française souhaite aller dans ce sens, le gouvernement ne s'est pas inscrit dans un tel processus.

Une autre question a retenu l'attention du sommet, celle du « bouclier » présenté comme susceptible de faire face aux nouvelles menaces.

Un bouclier antimissile en Europe

Lors du sommet les 28 alliés étaient appelés à adopter le principe de se doter d'un bouclier antimissile pour protéger le territoire européen. Ce projet a été poussé par les Américains qui ont fait de l'antimissile le cœur de leur politique d'alliance stratégique dans le monde. Le dispositif envisagé comprendrait des missiles intercepteurs américains déployés en Europe, en quatre étapes, d'abord sur des navires, puis sur terre au cours des dix prochaines années. Barack Obama a pu déclarer à ce sujet « le futur bouclier antimissile offre un rôle à tous nos alliés, pour répondre aux menaces de notre temps ». Le principe du projet semble avoir été approuvé à Lisbonne. Mais de multiples questions demeurent : que protégera exactement ce bouclier ? contre qui ? À la demande expresse de la Turquie l'Iran n'a pas été cité et la menace n'est pas précisé. Autre question : qui décidera d'une réaction ? Sur un délai très court, il s'agit d'une délégation de pouvoir, donc de souveraineté. Nul doute que la clé, au final, sera entre les mains des Américains. Par ailleurs se pose la question du coût d'un tel projet. Il coûtera des milliards d'euros, pour lesquels les Européens seraient sollicités, un milliard dans une première phase, jusqu'à vingt sur les dix prochaines années, ce

qui n'est pas sans poser problème. Le prix reste le talon d'Achille du projet. Une autre question a suscité débat, celle de la relation avec la Russie. Sous certaines conditions, elle pourrait relier son propre bouclier antimissile à celui de l'OTAN. Plusieurs pays y sont favorables, d'autres, notamment la Pologne, craignent que ce rapprochement se fasse « aux dépens » de la sécurité des pays d'Europe centrale et orientale. Nombre de questions restent ouvertes après le sommet. Concernant le lien OTAN-Union européenne le concept demeure très flou. On sait pourtant que c'est l'un des sujets vivement débattus entre alliés. Certains suggèrent que l'OTAN pourrait devenir officiellement la composante militaire d'un partenariat euro-américain renforcé. D'autres pensent, compte tenu du poids exercé par les États-Unis dans l'Alliance, que l'Union européenne doit avoir l'ambition d'être un acteur global à part entière.

Les armes nucléaires

Les États-Unis se sont clairement prononcés contre tout retrait des armes nucléaires tactiques stationnées en Europe, environ 200, déployées sur des bases aériennes de l'OTAN, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas, en Belgique et en Turquie. Une telle décision est contestée par plusieurs pays. L'Allemagne est en pointe pour suggérer un retrait de ces armes, suivie par la Norvège, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. Les pays d'Europe centrale et baltes voient dans la présence de ces armes une garantie d'assurer un « couplage » entre les États-Unis et leurs alliés. La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a tenu à les rassurer « Tant que les armes nucléaires existeront, l'OTAN restera une alliance nucléaire ». Une position qui atténue quelque peu les déclarations de Barack Obama se prononçant pour un monde débarrassé des armes nucléaires.

Ces quelques questions brièvement évoquées tendent à relativiser la portée de l'accord conclu sur le nouveau concept stratégique. Mais même si cet accord a été conclu à minima entre les partenaires, la feuille de route qu'il préconise représente un réel danger pour la paix et la sécurité internationale. Plus que jamais l'OTAN est engagée dans une logique de guerre et d'affrontement et ne peut répondre aux besoins d'une nouvelle architecture de sécurité pour le XXI^{ème} siècle qui appelle des relations internationales d'un autre type. C'est pourquoi la conscience grandit dans les opinions d'une nécessaire remise en cause de cette structure, d'une disparition progressive de l'OTAN, au profit d'une véritable organisation européenne de sécurité collective dont les contours seraient définis dans un large débat. En dernière analyse, c'est dans le développement de l'intervention des peuples que réside fondamentalement l'issue.

Cette chronique est réalisée en partenariat rédactionnel avec la revue *Recherches internationales* à laquelle collaborent de nombreux universitaires ou chercheurs et qui a pour champ d'analyse les grandes questions qui bouleversent le monde aujourd'hui, les enjeux de la mondialisation, les luttes de solidarité qui se nouent et apparaissent de plus en plus indissociables de ce qui se passe dans chaque pays.

6, av. Mathurin Moreau; 75167 Paris Cedex 19

**01 42 17 45 27 recherinter@internatif.Org
<http://www.recherches-internationales.fr/>
Abonnements 4 numéros par an : 55 Euros, Étranger 75 Euros**